

**Conseil exécutif de l'ACEP**  
**Compte rendu du 26 mars 2014**  
**Bureau national de l'ACEP**  
**Salle de conférence**  
**13 h**

**Présences :** C. Poirier (présidence), B. Black (téléconférence), J.-L. Bourdages, R. Brockington, A. Butler, S. Gagnon, N. Giannakoulis (téléconférence), L. Haméon, S. Jaroudi, A. Kurikshuk-Nemec (téléconférence), S. Mullen, G. Phillips, A. Picotte, C. Danik et D. Martin.

**Absences justifiées :** C. Creran, L. Whitmore, J. Ouellette.

**Invité :** D. Cooper, du Conseil national mixte, fait une présentation au CEN de 17 h à 17 h 30 sur le fonctionnement du CNM et le type de travail qu'il fait pour les agents négociateurs.

**1) Points aux fins d'approbation**

1 a) Ordre du jour

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par A. Butler d'adopter l'ordre du jour.  
**Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) Compte rendu du huis clos du 26 mars 2014

Il est proposé par S. Mullen et appuyé par A. Butler d'adopter le compte rendu.

Pour = 11, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

1 c) Compte rendu du 26 mars 2014

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Jaroudi d'adopter le compte rendu.

Pour = 12, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 d) Création d'une nouvelle section locale

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par G. Phillips d'approuver la création de la section locale à Environnement Canada. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Il est suggéré que les sections locales établies agissent comme mentors des sections locales nouvellement formées.

**Suivis**

2 a) Négociations collectives (huis clos)

2 b) Plan de réaction économique (huis clos)

2 c) Le point sur les coûts de l'indemnité de grève (huis clos)

## 2 d) Le point sur les honoraires professionnels

Point reporté.

## **3) Questions de fond aux fins de discussion**

### 3 a) Politique sur les communications électroniques

Point reporté.

### 3 b) CTC/FTQ

- Devrions-nous soumettre ce point au vote des membres?
- Si c'est soumis au vote, il faut alors fournir un document financier.
- Quels sont les avantages de s'affilier?
- Devrions-nous plutôt reconstituer le fonds de réserve?
- Les membres posent des questions sur ce point depuis un bout de temps.
- Devrions-nous laisser cette question au prochain CEN?
- Un surplus prévu en 2015-2016 – devrions-nous attendre à ce moment-là?
- Demander au CTC de venir faire une présentation.

**Résolution :** Il est proposé par A. Butler et appuyé par A. Picotte que le Bureau national recueille l'information et organise une présentation du CTC au CEN.

Pour = 12, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

## **4) Rapports**

### 4 a) Rapport du Président

Voilà maintenant plusieurs mois que les leaders syndicaux canadiens ont décidé de travailler unis, plutôt que de faire cavalier seul. Les présidents et leurs conseillers se réunissent, oui, mais le vrai travail se fait dans l'ombre, grâce au personnel respectif des différentes organisations nationales. Au début du mois, les présidents ont décidé notamment de renouveler le mandat du comité conjoint sur la négociation collective et même d'y inclure les membres d'un autre comité qui avait été chargé d'examiner la question des congés de maladie. Un autre groupe, celui-là chargé des communications comporte maintenant un important volet mobilisation.

Chez nous, la mobilisation a été au premier plan depuis le début de la nouvelle année. Le nombre de non-membres qui ont signé des cartes ne cesse de grandir. Les sections locales inactives s'organisent. Nos membres dans les ministères où il n'y avait pas de section locale participent à des séances d'information et sont incités à signer une demande pour former une section locale. Le taux de réussite est très bon et Jean fera un rapport complet le mois prochain sur le sujet.

Voici la liste des ministères que j'ai visités : Pêche et Océans, Environnement, Patrimoine Canadien, le nouveau ministère issu de la fusion Affaires étrangères et ACDI, l'Agence des services frontaliers. De plus, nos collègues de Bibliothèque et Archives Canada tenaient

aujourd'hui et demain des séances d'information sur l'effet de C-4 dans la vie des fonctionnaires canadiens et sur d'autres sujets d'actualité. La semaine prochaine, les rencontres se poursuivent de plus belle avec Transport Canada, Infrastructure, Finances. Ensuite, ce seront les régions.

Dans les ministères, la coopération intersyndicale s'organise. Après la tenue d'activités comme la marche de la Saint-Valentin le mois dernier, un regroupement majeur aura lieu le 1<sup>er</sup> mai à place du Portage. L'ACEP collabore à cet événement avec l'Alliance de la fonction publique et l'Institut professionnel.

Au chapitre de la négociation, l'ACEP a maintenant reçu de l'employeur l'avis d'intention de négocier pour le groupe TR. Les parties ont, comme c'était le cas pour le groupe EC, 20 jours pour tenir une première rencontre, laquelle risque de ne porter que sur les éléments pratiques des séances de négociation. En effet, comment se lancer dans une ronde de négociation si le travail de préparation n'est pas terminé, que ce soit du côté syndical que patronal.

Parlant négociation, le Comité des partenaires du Régime de soins de santé de la fonction publique, qui relève du Conseil national mixte, a réussi à s'entendre avec le Conseil du Trésor relativement à certains changements au régime. Vous vous souviendrez que les parties étaient en désaccord parce que l'employeur insistait pour modifier unilatéralement le coût du régime pour les retraités. Il en avait d'ailleurs fait un élément important de son budget en février dernier. Le ministre Clement avait fait planer la menace d'une loi spéciale. Ça nous rappelle de mauvais souvenirs.

Les changements aux contributions se feront donc de manière échelonnée sur cinq ans et les retraités les moins fortunés seront protégés contre ces hausses. Parmi les gains, citons l'ajout du remboursement pour la chirurgie par laser des yeux jusqu'à 1 000\$ à vie, les appareils pour contrôler l'apnée du sommeil, jusqu'à 300\$ maximum par année, les services psychologiques seront maintenant remboursés jusqu'à 2 000\$ par année, les franchises annuelles de 60\$ pour un participant individuel ou 100\$ pour le plan familial disparaissent. Un dossier à suivre.

Nouvelle preuve que l'unité est de plus en plus grande entre les agents négociateurs, l'ACEP a maintenant sa place au Comité directeur du Programme d'apprentissage mixte (PAM/JLP Joint Learning Program). On se rappellera que le PAM fait partie des conventions collectives de l'Alliance de la fonction publique et que, lors de la dernière négociation, les parties ont convenu que le Programme serait offert activement aux autres agents négociateurs. C'est ce qui explique notre participation au Comité directeur. Comme les conventions viennent à échéance cette année, il est prévu que le mandat du Programme sera élargi afin d'en faire bénéficier le plus grand nombre possible d'employés de la fonction publique fédérale. Parmi les nouveautés cette année, citons le lancement probablement à la mi-juin d'une formation sur la santé mentale. Sans aucun doute un sujet qui sera des plus populaires compte tenu de l'état actuel du milieu de travail.

Je rencontre l'équipe du chef de l'opposition officielle demain afin de discuter des attentes face à la fonction publique dans un monde après-Harper. Nous allons parler en général de la fonction publique, des syndicats, des effets de C-4 et de la façon dont il sera possible de rebâtir de meilleures relations entre l'État et sa fonction publique au lendemain de l'élection de 2015. Nous espérons pouvoir faire de même avec les autres partis dans un avenir rapproché.

Par ailleurs, nous lancerons sous peu une offensive médiatique entourant les congés de maladie, en utilisant notre document sur les 9 mythes comme porte d'entrée. La démission du

ministre des Finances et de la première ministre de l'Alberta ont quelque peu brisé notre momentum puisque les médias ne parlaient que de ça et de l'élection provinciale au Québec.

#### 4 b) Rapport du Directeur général des politiques

##### **Négociations collectives EC**

- Nous avons rapporté le mois dernier que nous avons reçu de l'employeur le 24 février un avis de négocier pour le groupe EC. Comme le stipule la LRTFP, les parties avaient dès lors l'obligation de se rencontrer dans les 20 jours ouvrables (le 16 mars au plus tard) ou de s'entendre pour se rencontrer plus tard. Nous avons convenu de nous rencontrer le 20 mars pour des pourparlers préliminaires.
- Le comité de négociation EC a terminé le questionnaire pour le sondage de consultation. Le questionnaire a été distribué aux membres du CEN pour commentaires comme le stipule la Déclaration d'intention CEN/CNC pour les communications sur les négociations collectives. Des commentaires ont été reçus de deux membres du CEN.
- Comme les commentaires étaient nombreux et exigeaient plus qu'un ajustement technique du questionnaire, il a été nécessaire de convoquer le Comité de négociation EC pour examiner chacun des changements suggérés et orienter l'agente de recherche et le négociateur.
- Ainsi, le Comité de négociation EC s'est réuni le 11 mars, a examiné les suggestions et décidé des changements appropriés à apporter au questionnaire.
- Le questionnaire a été envoyé à la traduction. Le fournisseur de service de l'ACEP travaille avec le personnel pour installer le sondage sur le site Web du fournisseur de service. Le questionnaire sera testé. Lorsque le sondage sera fonctionnel, la version française sera superposée sur la structure du sondage afin de faciliter la compilation des résultats et accélérer la phase d'analyse des données.
- L'objectif est que le sondage soit prêt afin que les membres puissent commencer à y répondre dès la semaine prochaine, probablement le 3 avril. La période de sondage durera deux semaines, soit jusqu'à la semaine précédant Pâques (17 avril).
- Le Comité de négociation EC se réunira la semaine après Pâques pour examiner les résultats et travailler aux propositions pour la table de négociation.
- L'employeur a exprimé clairement son souhait de procéder plus rapidement à la table de négociation que par le passé.
- Nous prévoyons échanger les propositions en juin.

##### **Négociations collectives TR**

- Le Comité de négociation TR s'est réuni le 13 avril pour terminer l'examen des résultats du sondage sur les négociations TR. L'orientation a été donnée pour la préparation des propositions.
- Le bureau national travaille avec diligence à préparer les propositions pour la table de négociation. Les membres TR ont établi les priorités<sup>1</sup>. En outre, plusieurs enjeux demeurés en suspens à la fin de la précédente ronde ont été jugés importants.
- Le Conseil du Trésor a signifié à l'ACEP le 7 mars un avis de négocier pour le groupe TR. Les parties ont convenu de se réunir après le délai prévu de 20 jours.

---

<sup>1</sup> Un rapport résumant les résultats du sondage sera fourni au CEN confidentiellement.

- Nous avons fixé deux rencontres à la table de négociation : une première le 9 avril pour des discussions préliminaires et une deuxième le 24 avril pour échanger les propositions.

### **Comité mixte sur les départs BdP-ACEP**

- En avril 2013, l'ACEP et la Bibliothèque du Parlement ont convenu de former un comité mixte syndical patronal et ont entrepris une importante consultation afin d'examiner les raisons du haut taux de roulement dans l'unité de négociation. L'agente de recherche de l'ACEP représente l'ACEP dans ce comité.
- Le comité mixte se réunit depuis septembre et il a établi qu'un sondage auprès des anciens employés sur leur expérience à la Bibliothèque et les motifs de leur départ constituerait un élément clé de l'analyse.
- Deux mois ont été consacrés à l'élaboration d'un sondage. Dès que les adresses du plus grand nombre possible d'anciens employés ont été obtenues, l'ACEP a envoyé le sondage le 5 mars aux anciens employés par courriel et par la poste. Les anciens employés avaient le choix de répondre par la poste, par courriel ou en ligne. Ils pouvaient remettre leur sondage, soit à l'ACEP, soit à la Bibliothèque du Parlement.
- Pour ce qui est de la version en ligne du sondage, toutes les réponses seront envoyées à une base de données sécurisée de FluidSurveys, un fournisseur de sondages utilisé par la Bibliothèque du Parlement. Tous les répondants seront traités de façon anonyme.
- Le comité mixte se réunit en avril pour étudier les réponses au sondage et a jusqu'à la fin de mai pour préparer son rapport.

### **Consultations BdP-ACEP : Politique de réaménagement des effectifs**

- À la suite de consultations approfondies avec l'ACEP, la Bibliothèque du Parlement a apporté plusieurs modifications à sa Politique de RE qui tiennent compte des préoccupations exprimées par les représentants de l'Association.
- Les représentants de l'Association sont en général satisfaits du processus, bien que la Politique ne se retrouve pas dans la convention collective comme c'est le cas de la directive du CNM pour nos membres TR et EC.
- La nouvelle politique apporte d'importantes améliorations et est déjà en vigueur.

### **Séances d'information : C-4**

- L'ACEP continue de donner aux membres l'occasion de se familiariser avec les effets de C-4 sur leurs droits, de diverses façons.
- Une bonne partie de notre travail à cet égard a été fait avec l'AFPC. Larry Rousseau, VP régional pour la RCN de l'AFPC, et moi avons fait des présentations conjointes sur C-4 qui ont été bien reçues. Nous en avons fait trois ensemble; une quatrième est prévue pour demain. Larry est très cultivé et est un excellent orateur.

### **Groupes de travail internes**

- Gestion du rendement
  - Nous avons terminé le document qui sera remis aux membres les informant sur l'exercice de gestion du rendement qui commencera officiellement le 1<sup>er</sup> avril. Le

document sera affiché sur le site Web de l'ACEP jeudi de cette semaine, avec les avis habituels d'affichage envoyés aux membres qui sont abonnés à ce service.

- Nous préparons aussi un document pour les membres dont le rendement peut être jugé insatisfaisant dans l'année à venir. La préparation du document a été retardée pour diverses raisons, notamment la revue de son contenu à la lumière de C-4 et de certaines décisions, dont la décision Cavanaugh.
- Milieu de travail 2.0
- Le travail progresse lentement, car d'autres dossiers, dont le C-4, sont devenus prioritaires.

#### 4 c) Examen législatif

Pas de mise à jour ce mois-ci.

#### 4 d) Rapport du Directeur général des opérations

##### Affaires internes

Nous avons reporté la nomination d'un autre employé au poste de coordonnateur des services à titre intérimaire pour des raisons opérationnelles.

##### Sondages électroniques

Nous avons lancé trois sondages depuis la dernière réunion :

- Le sondage sur les négociations collectives à BdP a pris fin la semaine dernière. Au total, 35 membres sur 98 ont répondu au sondage.

##### Mobilisation

La coordination des efforts de mobilisation cessera d'être la responsabilité de l'ART/mobilisation le 1<sup>er</sup> avril. Les ART continueront d'exercer des fonctions de mobilisation. Un rapport détaillé et complet sur les activités et les résultats de la campagne de sensibilisation sera fourni au début d'avril aux membres du CEN.

##### Négociations

La quatrième réunion du Comité de négociation collective pour les membres de l'ACEP à la Bibliothèque du Parlement devait avoir lieu le 21 mars, mais a été reportée au 15 avril.

Conseil consultatif mixte de la Commission de la fonction publique (CCMCFP), Comité de la clientèle de la Commission des relations de travail dans la fonction publique (CCCRTFP) et Comité de consultation de la clientèle du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles (CCCTPFDAR)

La prochaine réunion du CCMCFP est prévue pour le 30 avril 2014.

Le CCCRTFP s'est réuni le 4 mars. Les membres ont discuté de questions opérationnelles (médiation, arbitrage accéléré, retraite de membres du conseil, etc.) et de l'impact de la mise en œuvre de C-4. À l'exception des dispositions des conventions collectives énoncées dans C-4 qui ont déjà été mises en œuvre, les autres dispositions seront mises en application dans les 12 à 18 mois suivant la date d'entrée en vigueur de la loi.

La date de la prochaine réunion du CCCTPFDAR n'a pas encore été fixée – ce comité se réunit deux fois par année.

### Dossiers de représentation

Voici la répartition par grands sujets de tous les dossiers de représentation ouverts depuis le début de 2014 :

Absentéisme		CNM (prestations)	
Accès à l'information		CNM (frais dentaires)	
Hébergement	11	CNM (DSE)	
Nominations intérimaires		CNM (soins de santé)	
AIPRP		CNM (réinstallation)	
Droit d'auteur		CNM (indemnité de déplacement)	
Travail de l'unité de négociation		CNM (déplacements)	
Prestations		CNM (DRE)	7
Prime au bilinguisme		Rémunération	4
Carrière et droits d'enregistrement		Pension	
Classification	2	Évaluation rendement	5
Code de conduite		Dossier personnel	1
Consultation		Politique	
Mutations		Activité politique	
DJR		Protection vie privée	
Assurance invalidité	3	Probation	2
Discipline	10	RAND	
Discrimination	1	Programme de recrutement	
Statut d'emploi		Représentation	
Évaluation ergonomique		Démission	
Évaluation de l'aptitude au travail		Retraite	1
Harcèlement	15	Retour au travail	4
Santé et sécurité		RIM	
Santé et sécurité (demande)		Cote de sécurité	
Horaire de travail	1	Service	
Horaire de travail (heures suppl.)		Dotation	4
Horaire de travail (déplacements)		Dotation (DRE)	1

Droits de la personne		Énoncé de fonctions	4
SIGC		Télétravail	
Assurances Johnson		Employé à durée déterminée	
Profil linguistique		Licenciement	2
Formation linguistique		Conditions de travail	
Congés	3	Programme de formation	
Congés (annuels)	3	Temps de déplacement	
Congés (deuil)		Plainte, pratiques de travail injustes	
Congés (autres)	2	Cotisations syndicales	1
Congés (parlementaires)		Représentation syndicale	
Congés (maladie)	5	Affectation de travail	1
Congés (non payés)	2	Lieu de travail	
Lettre d'attentes		Charge de travail	
Indemnité de maternité	1	Actes répréhensibles (dénonciation)	
Évaluation médicale	3		
		<b>Total</b>	<b>99</b>

### Causes devant les tribunaux

Une demande de contrôle judiciaire de la décision dans l'affaire Lebeau (discrimination – droits de la personne – Statistique Canada) a été déposée le 22 novembre à la Cour d'appel fédérale.

### Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

#### Rôle d'audiences

Les audiences suivantes sont prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP :

Ottawa	23 mai	Dupuis (Réinstallation – dir. CNM)	MAECD
Ottawa	30 juin	Paquet (Congé)	TPSGC (BtB)

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_e.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp)

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_f.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp)

#### 4 e) Comité des finances

Les états financiers sont examinés.



**Résolution** : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par L. Haméon que 54,114.02 \$ soient transférés du Fonds pour imprévus de l'exécutif pour couvrir les déficits aux postes des honoraires professionnels (51,541.08 \$) et des négociations collectives (2,572.94 \$).

Pour = 12, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

4 f) Comité RH

Pas de rapport ce mois-ci. La prochaine réunion est prévue pour le 1<sup>er</sup> avril 2014.

4 g) Comité d'exercice d'élaboration

Le comité a examiné le sondage. La prochaine réunion est prévue pour le 14 avril 2014.

4 h) Statuts et Règlements

Point reporté.

**5) Levée de la séance**

**Résolution** : Il est proposé par A. Kurikshuk-Nemec et appuyé par A. Butler de lever la séance à 21 h 46. **Résolution adoptée.**